

Un nouveau système de prêt-bourse mal perçu à l'Université du Burundi

PANA, 15 mars 2017 Bujumbura, Burundi - La démission de sept des 12 représentants des 14.000 étudiants de l'unique université publique du Burundi, basée à Bujumbura, est la première réaction hostile d'ajoutée au système de prêt-bourse "sans intérêts", prévu par le décret présidentiel numéro 100/18 du 1er février 2017, pour l'organisation de la gestion des bourses d'études et de stages, apprend-on de source proche de cette institution du savoir, dans la capitale burundaise.

Une précédente tentative d'introduction du système de prêt-bourse à la même université publique s'était heurtée, les années 1980, à une farouche résistance des étudiants, avant que le projet ne soit remis au placard. Face à la montée d'une nouvelle grogne, le conseil rectoral a sorti, mercredi, un communiqué constatant effectivement que : "certains étudiants n'ont pas encore compris l'esprit et la lettre de ce décret", les invitant à "faire preuve d'ouverture et de patience, en attendant la promulgation des textes d'application". Le chômage des jeunes et le faible niveau des salaires dans la Fonction publique burundaise sont généralement les principales préoccupations des étudiants appelés à contracter le prêt-bourse aux contours pratiques encore flous. Le conseil invite également "toutes les parties prenantes, à savoir la communauté universitaire, les parents et les pouvoirs publics à soutenir et accompagner cette réforme pour sa mise en application rapide et effective, au vu de ses nombreux avantages". Le communiqué juge que le système habituel de la gratuité de la bourse d'études et de stages 'ne peut pas perdurer eu égard à la croissance galopante des effectifs et des moyens budgétaires qu'il occasionne'. "La réforme de l'organisation du système habituel d'octroi des bourses d'études et de stages est donc motivée par le poids des services sociaux, mais également par l'harmonisation, avec les pays de la sous-région et du continent africain, qui ont opté depuis longtemps pour ce système de prêt-bourse", insiste le texte du communiqué. En outre, "cette politique va améliorer considérablement l'accès à l'Enseignement supérieur, particulièrement à l'université du Burundi", argumente-t-on encore. L'année dernière, l'université du Burundi avait évoqué les mêmes contraintes budgétaires pour supprimer le petit déjeuner dans ses services sociaux habituels.

À

À

(adsbygoogle = window.adsbygoogle || []).push({});